



HAL
open science

NOTE DE SYNTHÈSE MADAGASCAR (25.02.24)

Didier Galibert

► **To cite this version:**

| Didier Galibert. NOTE DE SYNTHÈSE MADAGASCAR (25.02.24). 2024. hal-04476808

HAL Id: hal-04476808

<https://hal.science/hal-04476808>

Preprint submitted on 27 Feb 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution 4.0 International License

NOTE DE SYNTHÈSE MADAGASCAR (25.02.24)

Une énigme et un paradoxe : ces termes sont empruntés au titre d'un ouvrage que j'ai évalué avant parution pour l'AFD :

Mireille Razafindrakoto, François Roubaud, Jean-Michel Wachsberger, *L'énigme et le paradoxe. Économie politique de Madagascar*, Paris, AFD/IRD Éditions, 2017, 279 p.

- L'énigme : la trajectoire involutive de l'économie malgache depuis 1960, dans un contexte de trend positif de l'Afrique subsaharienne, considérée dans son ensemble.
- Le paradoxe : chaque fois que l'économie amorce un cercle vertueux de croissance, une crise politique majeure entraîne un effondrement des indicateurs suivi d'une reprise durable de la décroissance du revenu/h.

Une population désespérée

Indicateurs :

- 1960 : le revenu/h est égal à celui de la Corée du Sud
- 1960-2015 : en 1960, le revenu/h est deux fois plus élevé que celui du Burkina Faso ; en 2015, le revenu/h du Burkina Faso dépasse celui de Madagascar de 33 % (comparer les ressources naturelles dans ces deux pays, même si Madagascar n'a jamais été aussi doté que le fantasmait la bibliothèque coloniale)

Effondrement du politique :

- 1960-2009 : tous les registres de légitimité exogènes ont été expérimentés :
 - 1960-1972 : État administratif néocolonial renversé par la « seconde indépendance » à l'initiative des étudiants et lycéens de la capitale
 - 1972-1991 : « socialisme malgache » avec malgachisation immédiate de l'enseignement, étatisation partielle de l'économie et investissements publics « à outrance » (1975 : dette publique de 300 000 \$; 1984 : 4 MM et 1^{er} plan d'ajustement structurel)
 - 1991-2008 : État libéral, rapidement accaparé au profit de l'entrepreneur-président Marc Ravalomanana, vice-président de la principale Église protestante de Madagascar et PDG de l'entreprise tentaculaire Tiko
- **2009-2023 : bascule majeure car :**
 - Marc Ravalomanana est renversé en 2009 ; héros politico-religieux de ce que j'ai appelé l'institution cléricale du social, il ruine par son autoritarisme et son abus de position dominante un modèle théorisé par les Églises historiques depuis des années et qui avait sous-tendu la démocratisation de A à Z. La chute a été vertigineuse : solitude des ONG civiques adossées à des Églises qui perdent leur place centrale dans l'économie morale du pouvoir, retrait des bailleurs entre 2009 et 2014, croissance exponentielle des trafics sur les ressources naturelles
 - instabilité redoublée des institutions, ballet des institutions régionales, globales et des bailleurs de fonds

-malgré le passage à une IVe République en 2010, disparition de toute référence idéologique cohérente au profit d'une pure démagogie appuyée sur le divertissement, le travestissement spectaculaire des symboles de souveraineté précoloniaux et une exacerbation de l'insécurité (celle que le pouvoir organise et celle qui en est la contestation infrapolitique)

-un homme au centre de ce chaos : le putschiste Andry Rajoelina (2009), élu ensuite (2018) dans des conditions plutôt régulières à l'issue d'un mandat exercé par l'un de ses épigones (Hery Rajaonarimampianina), du fait que les bailleurs avaient imposé en 2013 la non-candidature des deux protagonistes de la crise de 2009 : Marc Ravalomanana et Andry Rajoelina.

Enjeux de l'élection présidentielle en 2023

Une impasse structurelle

- Il existe à Madagascar une opinion commune selon laquelle ce sont toujours les mêmes qui gouvernent. J'ai démontré empiriquement que ce n'est que partiellement vrai (recension exhaustive du personnel politique de 1956 à 2002). Les cohortes évoluent au rythme des grandes crises susmentionnées mais l'assimilation réciproque des élites est active, suscitant la lassitude. De plus, les sièges parlementaires sont une variable d'ajustement majeure avec un turnover très élevé, y compris à l'intérieur d'une période entre deux crises. Cela a toujours été vrai depuis 1960, y compris à l'époque où les assemblées n'étaient que des chambres d'enregistrement.
- Aujourd'hui, la dissolution du politique est si avancée que les majorités se défont sans cesse au cours d'un seul et même mandat. Cela peut paraître analytiquement un peu court, mais c'est le cas : il n'y a plus que des calculs à très court terme appuyés sur l'intérêt. Ce constat vaut particulièrement depuis 2009, avec peut-être un peu plus de stabilité (jusqu'à quand ?) depuis la réélection si contestée de l'actuel président.

Les pièges dans le labyrinthe

- La vie politique malgache est vibronnaire, mais ce tumulte ne doit pas faire illusion. Revendication des îles éparses, opportunément détachées de Madagascar et dépendances en 1960 ? Andry Rajoelina s'est réfugié brièvement à l'ambassade de France lorsque sa vie était menacée (2009). Il est binational au moins depuis 2014. Nationalisme à géométrie variable. La dénonciation de cette binationalité avant l'élection présidentielle est tout aussi suspecte, car les élites malgaches n'ont pas de secrets les unes pour les autres et la démarche de 2014 était un secret de polichinelle. Le Code de la nationalité stipule certes qu'un Malgache demandant une autre nationalité perd sa nationalité malgache. Mais le droit n'est ici qu'une ressource manipulable à l'envi. Les Malgaches qui ont demandé le maintien de leur nationalité française en 1960 (ils ont eu un an pour le faire) n'ont pas été inquiétés.
- Une approche strictement historique ou politiste me paraît inopérante. Pourquoi le pouvoir est-il exercé peu ou prou de la même manière depuis

1960, avec des idiomes différents et des effets aggravés ? Ce n'est pas une énigme, mais un problème d'anthropologie politique. L'Afrique avance, envers et contre tout, et Madagascar recule. Il y a donc une singularité à comprendre. Ma thèse : entre le pouvoir-substance des anciens rois et le pouvoir contractuel d'origine exogène, il y a balancements et entre-deux, se résolvant pour le moment en négation de cette construction culturelle qu'est l'intérêt public. Le « temps des rois » est omniprésent dans l'imaginaire collectif. La mémoire de la modernisation conservatrice brisée par la conquête coloniale est obsédante, avec des variantes régionales que je laisse de côté. Tout se passe comme si les gens du pouvoir, considérés à partir du bas, étaient à la fois existentiellement nécessaires et d'une nature différente **tendant à relativiser** le caractère inacceptable de leurs abus. C'est beaucoup moins vrai chez les citadins de la capitale, qui de ce fait se mobilisent périodiquement mais sont floués, faute de leaders et d'organisation. C'est un équilibre catastrophique, donc instable. Mon constat n'est pas culturaliste, car je pense que cette impasse disparaîtra un jour dans un cadre multifactoriel, sur un mode actuellement inconnaissable. Voilà le substrat expliquant la soumission devant ce qui nous paraît intolérable. Les rivalités clientélistes entre grands notables jouent au sommet et expliquent les crises : plutôt la récession que la concurrence dans la croissance, avec ses perdants.

NB1 : les guillemets correspondent à une expression en usage dans le français parlé à Madagascar.

NB2 : cette note a fait l'objet d'un dépôt dans HAL.
